

COMPTE RENDU DE SEANCE

L'an deux mille vingt et un et le deux novembre à 18h30, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, sous la présidence de Guy CASSOLY, Maire, dans la salle du Conseil Municipal,
Mention en a été portée sur la convocation adressée aux conseillers municipaux et affichée sur la porte extérieure de la mairie.

L'an deux mille vingt et un et le 2 NOVEMBRE à 18 heures 30, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, à la mairie, sous la présidence de Guy CASSOLY, Maire.

ETAIENT PRESENTS : CASSOLY G./ LAUBIES A./ DUBOIS B. / PLAZA G / DUHAUVELLE C./ PAYRE G./ ALAUX F./ BOUCHEZ F./ GUIDI B/CHEVALLIER C./ SANMARTI J.P./ ERTVELD M. / BARBOYON P.

ABSENTS EXCUSES: ESCUDERO C. / COTTEREAU L.

PROCURATIONS : ESCUDERO Cédric a donné procuration à PAYRE Geoffrey
COTTEREAU Laurence a donné procuration à ERTVELD Maurice

SECRETAIRE DE SEANCE : PAYRE Geoffrey

1) **Délibération 02112021-001 : Décision modificative n°02**

Reçue en Préfecture le 04/11/2021

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 6156 : Maintenance	7 500.00 €	
TOTAL D 011 : Charges à caractère général	7 500.00 €	
D 64162 : Emplois d'avenir		7 500.00 €
TOTAL D 012 : Charges de personnel		7 500.00 €

2) **Délibération 02112021-002 : AIT Travaux mise en discrétion lignes électriques et téléphoniques 1ere tranche sydeel**

Reçue en Préfecture le 16/11/2021

Monsieur le Maire RAPPELLE au conseil municipal l'opération engagée dans le cadre du SYDEEL 66 afin de procéder à la mise en discrétion des réseaux éclairage public et câbles téléphoniques tranche 1 dont la part restant à charge de la commune s'élève à 45 066.71€ ;
Il fait part à l'assemblée qu'il serait souhaitable de solliciter une aide au titre des AIT afin de pouvoir financer cette 1ere tranche.
Il invite le conseil municipal à délibérer.

Le conseil municipal, , après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents,

DECIDE

- DE SOLLICITER AUPRES DU CONSEIL DEPARTEMENTAL UNE AIDE FINANCIERE AU TITRE DES AIT AFIN DE POUVOIR REALISE CETTE OPERATION .
- AUTORISE M. LE MAIRE A PRENDRE TOUTES LES DISPOSITIONS NECESSAIRES A L'APPLICATION DE CETTE DECISION

3) Délibération 02112021-003 : Horaires scolaires 2021-2022

Reçue en Préfecture le 16/11/2021

Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu'il est nécessaire de fixer les horaires scolaires et rappelle que le conseil d'école a proposé de reconduire les horaires existants c'est à dire 9h-12h / 14h-17h avec un accueil 10 minutes avant chaque ouverture par les enseignantes

Le conseil municipal, , après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents,

D E C I D E

- De reconduire les horaires existants c'est à dire 9h-12h / 14h-17h avec un accueil de 10 minutes avant chaque ouverture par les enseignantes .
- AUTORISE M. LE MAIRE A PRENDRE TOUTES LES DISPOSITIONS NECESSAIRES A L'APPLICATION DE CETTE DECISION

4) Délibération 02112021-005 : Rectification emplacement réservé ER02 LOS MASOS Projet aménagement parking Mairie – Modification PLUI

Reçue en Préfecture le 16/11/2021

Monsieur le Maire RAPPELLE au conseil municipal la délibération du 12.11.2019 relative aux emplacements réservés de la commune transmise à la communauté de communes Conflent Canigou. Il apparaît que l'emplacement réservé ER02 parcelle ZA 138 a été porté sur sa totalité ; or le projet de la commune portant sur l'aménagement du parking accessible de la mairie finalisé nécessite seulement 672 m2.

M.le Maire demande au conseil municipal l' autorisation de demander à la communauté de communes de procéder à la modification de l' emprise de l' emplacement réservé n°02 la surface afin de porter l' emprise à 672M2.

Le conseil municipal, , après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents,

D E C I D E

- 1- D AUTORISER Monsieur Le Maire à demander la modification de l' emprise de l' emplacement réservé n° ER002 – parcelle ZA 138- sur une emprise de 672m2 nécessaire au projet de parking accessible de la mairie -lors de la modification du PLUI à venir .

5) Délibération 02112021-006 : Motion en faveur de la modification des conditions de création des communes nouvelles

Reçue en Préfecture le 16/11/2021

La commune est la collectivité de base de la République. Afin d'assurer l'adhésion des habitants aux projets de création de communes nouvelles, l'association des maires ruraux de France (AMRF) demande à ce que le parlement enrichisse le projet de loi dit 4D.

L'association des maires ruraux de France souhaite la consultation de la population avant la création par le préfet d'une commune nouvelle. Sans cesse reportée, cette réforme doit être intégrée par amendement au texte gouvernemental. Prévue dans les documents de travail du ministère des Collectivités territoriales, elle a été supprimée avant la saisine du Conseil d'Etat suite à des pressions de l'AMF.

La confiance dans l'action publique ne saurait être restaurée sans une pratique de la démocratie. Il s'agit avant tout de renforcer l'expression de la démocratie communale sur un sujet qui dépasse le mandat en cours dans la mesure où l'histoire de la commune s'inscrit dans le temps.

Il est demandé au parlement d'introduire un amendement qui permette au conseil municipal de procéder à une consultation des personnes inscrites sur les listes électorales de la commune.

La demande devrait être faite lors d'une séance du conseil municipal, en amont de l'examen de la délibération en vue de la création de la commune nouvelle. La consultation permet d'éclairer les conseillers municipaux dans la prise de leur décision.

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES DELIBERATION, DECIDE, A L'UNANIMITE DES MEMBRES PRESENTS

- D'APPROUVER LA MOTION

Ont signé sur la minute les membres présents,

Le Secrétaire de séance,
Geoffrey PAYRE



Le Maire,
Guy CASSOLY

